

# zone rouge

*Le questionnaire 1995 sur la sexualité des gays confirme que ce qui se passait aux États-Unis arrive à présent en France. Comme tout ce qui touche à notre sexualité, le sujet est tabou. S'agit-il d'une "deuxième vague de contamination" ? Premier volet d'une enquête.*

**P**our les Français, tout a commencé en février 1995 à la Conférence internationale des personnes séropositives du Cap, en Afrique du Sud. Une session avait pour sujet la sexualité des gays. Y assistaient à peu près cent cinquante homosexuels, tous appartenant à diverses associations de lutte contre le sida. Dès le début de la discussion, un jeune Canadien s'est levé pour dire : *Je suis séropo depuis un an et j'en ai marre qu'on me dise que je suis stupide d'avoir fait ma séroconversion en 94. Je savais tout ce qu'il fallait savoir sur les modes de transmissions, je suis devenu séropositif parce que j'avais envie d'avoir des*

*pratiques à risques. Tout de suite, d'autres personnes ont surenchéri. Un New-yorkais a dit, sans la moindre trace de remords : Je fais partie d'une association de lutte contre le sida depuis des années. Je suis séropositif. Il y a un*

**« Je suis devenu séropositif parce que j'avais envie de pratiques à risques. »**

*mois, un mec m'a enculé sans capote et m'a joui dans le cul. J'ai trouvé ça vraiment excitant. C'était la première fois que l'interdit*

tombait. Non seulement certains gays commencent à s'éloigner des pratiques sexuelles sans risque, mais les responsables associatifs eux-mêmes, censés montrer l'exemple à la communauté (et donc à la société), avouent que le safe sex a atteint ses limites. C'est ce qu'on appelle le *relapse* : un relâchement des comportements sexuels qui fait que de plus en plus de personnes sont à nouveau tentées par des pratiques à risques et, consciemment, s'exposent au virus.

Dix ans après la grande bataille au sein de la communauté gay américaine qui a vu, notamment à San Francisco et à New York, la fermeture des saunas, le débat fait à nouveau rage aux États-Unis et risque bien de s'ouvrir en France.

La situation est bien souvent la même qu'en 1984. Grosso modo, les deux mêmes camps s'affrontent. Ceux qui disent que les pratiques à risques existent bien dans les saunas et les back-rooms mais que ces établissements sont précisément ceux dans lesquels une prévention ciblée peut fonctionner. Et ceux qui disent que ces endroits sont des réservoirs à VIH (et autres germes) et que les patrons d'établissements ne doivent plus s'enrichir au détriment de la santé de leurs clients.